

Circulaire CIV/19/05 du 30 novembre 2005 relative au financement des mesures ordonnées par les juges aux affaires familiales visant à organiser l'exercice du droit de visite dans les lieux neutres gérés par une association.

Date d'application : immédiate

Direction des affaires civiles et du Sceau

Bureau du droit processuel et du droit social

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

à

**Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des Cours d'appel
Messieurs les Présidents des Tribunaux Supérieurs d'appel,
Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près les Cours d'appel
(Métropole et Outre-Mer)
Messieurs les Procureurs de la République près les Tribunaux supérieurs d'appel**

POUR INFORMATION

**Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature
Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale des Greffes**

N° NOR : **JUS C 05 20 929 C.**

N° CIRCULAIRE : **CIV/19/05.**

Référence de classement : C3/2005/ 132-D 183-05/MS/MH.

O B J E T : Circulaire relative au financement des mesures ordonnées par les juges aux affaires familiales visant à organiser l'exercice du droit de visite dans les lieux neutres gérés par une association.

Mots clés : Lieux neutres – Financement - mesures d'exercice du droit de visite.

Textes Sources :

- **Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique**
- **nouveau code de procédure civile**

Publication : La présente circulaire sera diffusée sur l'intranet de la Direction des affaires civiles et du Sceau.

MODALITES DE DIFFUSION

Diffusion assurée par le Ministère de la Justice en deux exemplaires à chaque Cour d'appel

La Chancellerie suit avec une particulière attention l'activité des lieux neutres ou « points rencontres parents-enfants » qui organisent, sur décision du juge aux affaires familiales, des rencontres entre enfants et parents lorsque celles-ci nécessitent un accompagnement particulier, en raison de la virulence du conflit

parental, des enjeux psychologiques en cause ou encore des difficultés d'ordre personnel ou social des personnes concernées.

Dans ce cadre, son attention a été appelée sur des difficultés apparues dans certains ressorts où les mesures exercées au sein des lieux neutres font l'objet d'une taxation comme en matière d'enquête sociale et sont prises en charge au titre de l'aide juridictionnelle.

L'analyse juridique qui fonde les décisions ainsi prises n'est pas pertinente. En effet, au sens du nouveau code de procédure civile, ces mesures ne peuvent être assimilées à des mesures d'instruction, de telle sorte qu'elles ne peuvent être taxées à ce titre. Il n'existe, par ailleurs, aucune disposition dans la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique qui permette leur prise en charge au titre de l'aide juridictionnelle.

La pérennisation des associations qui gèrent ces lieux neutres est une des priorités de l'action de la Chancellerie. A cet effet, une politique volontariste de subventionnement est menée. Ainsi, en 2005, 136 associations mettant en œuvre des droits de visite ont été financées sur les crédits du Ministère de la Justice, par le biais de subventions déconcentrées, à hauteur de 908.741 euros.

Ces subventions, ajoutées à celles des autres financeurs publics (conseils généraux, municipalités ou caisses d'allocations familiales) et à la participation des familles, sont exclusives de toute autre ressource.

* * *

Je vous saurais donc gré de bien vouloir veiller au respect de ces principes et de bien vouloir tenir la Chancellerie informée des difficultés que vous pourriez rencontrer dans leur application.

Marc GUILLAUME